

MAROC

Liste d'engagements spécifiques

Supplément 1

Révision

(Seul le texte français fait foi)

Page 1

Services financiers

Un changement dans le contrôle d'un établissement de crédit fournissant les services relevant du sous-secteur A est sujet à un nouvel agrément. En ce qui concerne le mode de livraison 4, la fourniture des services financiers relevant des sous-secteurs A et B ne peut être assurée par des personnes physiques.

Concernant le mode de livraison 3, les concessions sont octroyées sur une base réciproque et selon les principes suivants:

- pas de limitation pour les créations d'établissements de crédit, l'ouverture de succursales, d'agences, de guichets ou de bureaux de représentation à condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur;
- limitation de la participation du capital étranger dans le capital des grands établissements bancaires existants au cas où cette participation aboutit à la prise de contrôle de ces établissements au sens de l'article 24 de la Loi bancaire du 6 juillet 1993.

MAROC (suite)

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
7. SERVICES FINANCIERS			
A. <u>Services bancaires et autres services financiers à l'exclusion de l'assurance</u>			
a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables au public (CPC 8115-8119*)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale relative aux services financiers 4) Non consolidé, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Aucune	
b) Prêts destinés au financement des investissements au Maroc (CPC 8113*)	1) Aucune 2) Non consolidé 3) Aucune, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale relative aux services financiers 4) Non consolidé, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Aucune	

'L'astérisque (*) signifie que le secteur est un "extrait de".'

MAROC (suite)

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Prêts destinés au financement des transactions commerciales avec le Maroc (CPC 8113*)	1) Aucune 2) Non consolidé 3) Aucune, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale relative aux services financiers 4) Non consolidé, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Aucune	
d) Autres prêts y compris les crédits à la consommation et cartes de crédit (CPC 8113*)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale relative aux services financiers 4) Non consolidé, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Aucune	
e) Crédit-bail (CPC 8112)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale relative aux services financiers 4) Non consolidé, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Aucune	

'L'astérisque (*) signifie que le secteur est un "extrait de".'

MAROC (suite)

Page 4

Mode de fourniture:	1) Fourniture transfrontières	2) Consommation à l'étranger	3) Présence commerciale	4) Présence de personnes physiques	
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés			Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
f) Tous services de règlements et de transferts monétaires, y compris cartes de paiement et similaires, chèques de voyages et traites (CPC 81339)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale relative aux services financiers 4) Non consolidé, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale			1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Aucune	
g) Garanties et engagements (CPC 81199)	1) Aucune 2) Non consolidé 3) Aucune, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale relative aux services financiers 4) Non consolidé, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale			1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Aucune	
h) Opérations pour comptes de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autres: - Valeurs mobilières négociables (CPC 81321) - Or (CPC 81339)	1) Les résidents peuvent acquérir des valeurs mobilières étrangères après autorisation conformément à la réglementation des changes 2) Non consolidé 3) Aucune 4) Non consolidé, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale			1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Aucune	

MAROC (suite)

Mode de fourniture:	1) Fourniture transfrontières	2) Consommation à l'étranger	3) Présence commerciale	4) Présence de personnes physiques	
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés			Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
i) Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent dans le public ou à titre privé et prestation de services relatifs à ces émissions (CPC 8119)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune 4) Non consolidé, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale			1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Aucune	
j) Fourniture et transfert d'informations financières et traitement de données financières et logiciels y relatifs par les fournisseurs d'autres services financiers (CPC 843)	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale			1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Aucune	

MAROC (suite)

Page 6

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Services d'assurance et de réassurance</u>			
a) Assurance (toutes branches) (CPC 812)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Obligation de disposer d'un siège social au Maroc 4) Non consolidé, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Aucune	
b) Réassurances (toutes branches) (CPC 81299)	1),2) Etablissement d'un plan de réassurance dans le cadre des réglementations des assurances, de réassurances et des changes en vigueur, et sous réserve de cession d'opérations au profit de l'organisme national chargé de la réassurance 3) Aucune 4) Non consolidé, à l'exception de ce qui est indiqué à la section horizontale	1),2) Aucune 3) Aucune 4) Aucune	

MÉXICO

Lista de compromisos específicos

Suplemento 1

Revisión

(Esta lista es auténtica en español únicamente)

MÉXICO - LISTA DE COMPROMISOS ESPECÍFICOS

Modos de suministro: 1) Suministro transfronterizo 2) Consumo en el extranjero 3) Presencia comercial 4) Presencia de personas físicas

Sector o subsector	Limitaciones al acceso a los mercados	Limitaciones al trato nacional	Compromisos adicionales
7. Servicios financieros			
A. Todos los servicios de seguros y relacionados con los seguros			
a. Servicios de seguros de vida, contra accidentes y de salud (CCP 81211)	1) No consolidado 2) No consolidado 3) La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos. 4) No consolidado	1) No consolidado 2) No consolidado 3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera, no podrá exceder del 7,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos. 4) No consolidado	
b. Servicios de seguros distintos de los seguros de vida (CCP 8129)	1) No consolidado 2) No consolidado 3) La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos. 4) No consolidado	1) No consolidado 2) No consolidado 3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera, no podrá exceder del 7,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos. 4) No consolidado	

MÉXICO (continuación)

Página 2

Modos de suministro: 1) Suministro transfronterizo 2) Consumo en el extranjero 3) Presencia comercial 4) Presencia de personas físicas

Sector o subsector	Limitaciones al acceso a los mercados	Limitaciones al trato nacional	Compromisos adicionales
c. Servicios de reaseguro y retrocesión (CCP 81299)	<p>1) En relación con las operaciones de reaseguro, las empresas reaseguradoras extranjeras podrán participar en operaciones de reaseguro. De acuerdo con la normatividad aplicable, dichas instituciones deberán estar inscritas en el registro que para estos efectos lleve la SHCP, quien otorgará o denegará la inscripción en el mismo.</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>Las empresas reaseguradoras extranjeras podrán establecer oficinas de representación en el país, con la autorización previa de la SHCP. Las oficinas de representación de empresas reaseguradoras extranjeras, de acuerdo con la normatividad aplicable, no podrán actuar directamente o a través de interpósta persona en operaciones de reaseguro.</p> <p>4) No consolidado</p>	<p>1) Ninguna</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera, no podrá exceder del 7,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>	

MÉXICO (continuación)

Modos de suministro: 1) Suministro transfronterizo 2) Consumo en el extranjero 3) Presencia comercial 4) Presencia de personas físicas

Sector o subsector	Limitaciones al acceso a los mercados	Limitaciones al trato nacional	Compromisos adicionales
d. Servicios auxiliares de los seguros, tales como: - los corredores y agentes de seguros (CCP 81401)	<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>	<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera, no podrá exceder del 7,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>	
B. Servicios bancarios y otros servicios financieros (excluyendo seguros y fondos de pensiones).			
Los intermediarios financieros en México en los que se permite inversión extranjera, incluyen: Instituciones de Banca Múltiple, Casas de Bolsa, Especialistas Bursátiles, Sociedades Financieras de Objeto Limitado, Empresas de Factoraje Financiero, Arrendadoras Financieras, Sociedades de Inversión, Sociedades Operadoras de Sociedades de Inversión, Casas de Cambio, Instituciones de Fianzas y Almacenes Generales de Depósito.			
Instituciones financieras extranjeras tales como bancos y casas de bolsa, podrán establecer en el país oficinas de representación, con la autorización previa de la SHCP. Dichas oficinas de representación no podrán actuar como intermediarios financieros.			
De conformidad con la legislación aplicable, no se permite la inversión extranjera en Uniones de Crédito, Sociedades de Ahorro y Préstamo, ni en Bancos de Desarrollo.			
a. Aceptación de depósitos y otros fondos reembolsables del público (CCP 81115-81116)	<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p>	<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p>	

Página 3

MÉXICO (continuación)

Página 4

Modos de suministro:	1) Suministro transfronterizo	2) Consumo en el extranjero	3) Presencia comercial	4) Presencia de personas físicas
Sector o subsector	Limitaciones al acceso a los mercados		Limitaciones al trato nacional	
b. Préstamos de todo tipo, incluidos, entre otros, créditos personales, créditos hipotecarios, factoraje y financiación de transacciones comerciales (CCP 8113)	<p>3) Esta actividad se encuentra reservada a las Instituciones de Banca Múltiple. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>De acuerdo con la legislación financiera aplicable, las oficinas de representación de instituciones bancarias no podrán realizar esta actividad.</p> <p>4) No consolidado</p> <p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) Las Instituciones de Banca Múltiple pueden llevar a cabo actividades de financiamiento, incluyendo, créditos personales, créditos hipotecarios, descuento de documentos y financiamiento de transacciones comerciales. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se</p>	<p>3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera, no podrá exceder del 2,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p> <p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera en Instituciones de Banca Múltiple, no podrá exceder del 2,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>La tenencia accionaria individual de inversión extranjera en Sociedades</p>		

MÉXICO (continuación)

Modos de suministro:	1) Suministro transfronterizo	2) Consumo en el extranjero	3) Presencia comercial	4) Presencia de personas físicas
Sector o subsector	Limitaciones al acceso a los mercados		Limitaciones al trato nacional	
	<p>requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>Las Sociedades Financieras de Objeto Limitado pueden otorgar financiamiento a un sector o actividad determinada. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantenga los inversionistas mexicanos.</p> <p>Las Empresas de Factoraje Financiero pueden llevar a cabo actividades de factoraje. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantenga los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>	<p>Financieras de Objeto Limitado, no podrá exceder del 7,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantenga los inversionistas mexicanos.</p> <p>La tenencia accionaria individual de inversión extranjera, en Empresas de Factoraje Financiero, no podrá exceder del 7,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantenga los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>		

Página 5

MÉXICO (continuación)

Página 6

Modos de suministro:	1) Suministro transfronterizo	2) Consumo en el extranjero	3) Presencia comercial	4) Presencia de personas físicas
Sector o subsector	Limitaciones al acceso a los mercados		Limitaciones al trato nacional	Compromisos adicionales
c. Servicios financieros de arrendamiento con opción de compra (CCP 8112)	<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) Las Arrendadoras Financieras pueden llevar a cabo actividades de arrendamiento financiero. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>Las Instituciones de Banca Múltiple también pueden llevar a cabo operaciones de arrendamiento financiero. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>	<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera en Arrendadoras Financieras, no podrá exceder del 5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>La tenencia accionaria individual de inversión extranjera en Instituciones de Banca Múltiple, no podrá exceder del 2,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>		

MÉXICO (continuación)

Modos de suministro:	1) Suministro transfronterizo	2) Consumo en el extranjero	3) Presencia comercial	4) Presencia de personas físicas
Sector o subsector	Limitaciones al acceso a los mercados		Limitaciones al trato nacional	Compromisos adicionales
f. Intercambio comercial por cuenta propia o de clientes, ya sea en una bolsa, en un mercado extrabursátil, o de otro modo, de lo siguiente:	<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) Las Casas de Bolsa y los Especialistas Bursátiles pueden llevar a cabo esta actividad. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p> <p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) Las Instituciones de Banca Múltiple pueden llevar a cabo esta actividad. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la</p>	<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera no podrá exceder del 5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p> <p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera en Instituciones de Banca Múltiple, no podrá exceder del 2,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p>		

MÉXICO (continuación)

Página 8

Modos de suministro:	1) Suministro transfronterizo	2) Consumo en el extranjero	3) Presencia comercial	4) Presencia de personas físicas
Sector o subsector	Limitaciones al acceso a los mercados		Limitaciones al trato nacional	
- valores transferibles (CCP 81321*)	<p>empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>Las Casas de Cambio también pueden llevar a cabo esta actividad. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p> <p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) Las Casas de Bolsa y los Especialistas Bursátiles pueden llevar a cabo esta actividad. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>		<p>La tenencia accionaria individual de inversión extranjera en Casas de Cambio, no podrá exceder del 5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p> <p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera no podrá exceder del 5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>	

MÉXICO (continuación)

Modos de suministro:	1) Suministro transfronterizo	2) Consumo en el extranjero	3) Presencia comercial	4) Presencia de personas físicas
Sector o subsector	Limitaciones al acceso a los mercados		Limitaciones al trato nacional	
- otros instrumentos y activos financieros negociables, metal inclusive (CCP 81339**)	<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) Las Instituciones de Banca Múltiple pueden llevar a cabo estas actividades. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>		<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera no podrá exceder del 2,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>	
g. Participación en emisiones de toda clase de valores, con inclusión de la suscripción y colocación como agentes (pública y privadamente) y la prestación de servicios relacionados con esas emisiones (CCP 8132)	<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) Las Casas de Bolsa pueden llevar a cabo estas actividades. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>		<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera no podrá exceder del 5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>	

MÉXICO (continuación)

Página 10

Modos de suministro:	1) Suministro transfronterizo	2) Consumo en el extranjero	3) Presencia comercial	4) Presencia de personas físicas
Sector o subsector	Limitaciones al acceso a los mercados		Limitaciones al trato nacional	
				Compromisos adicionales
h. Corretaje de cambios (CCP 81339**)	1) No consolidado 2) No consolidado 3) Las Instituciones de Banca Múltiple pueden llevar a cabo esta actividad. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.		1) No consolidado 2) No consolidado 3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera en Instituciones de Banca Múltiple, no podrá exceder del 2,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.	
i. Administración de activos; tales como, la administración de fondos en efectivo o de carteras de valores, gestión de inversiones colectivas en todas sus formas, y servicios fiduciarios (CCP 81323*)	4) No consolidado 1) No consolidado 2) No consolidado 3) Las Sociedades de Inversión pueden llevar a cabo actividades tales como administración de activos, administración de fondos de efectivo o de carteras de valores, y gestión de inversiones colectivas en todas sus formas. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar		4) No consolidado 1) No consolidado 2) No consolidado 3) La tenencia accionaria de inversión extranjera en Sociedades de Inversión, no podrá exceder del 7,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.	

MÉXICO (continuación)

Modos de suministro:	1) Suministro transfronterizo	2) Consumo en el extranjero	3) Presencia comercial	4) Presencia de personas físicas
Sector o subsector	Limitaciones al acceso a los mercados		Limitaciones al trato nacional	
				Compromisos adicionales
	hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos. Las Sociedades Operadoras de Sociedades de Inversión, administran a las Sociedades de Inversión. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos. Las Instituciones de Banca Múltiple pueden prestar servicios fiduciarios. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.	La tenencia accionaria individual de inversión extranjera en Sociedades Operadoras de Sociedades de Inversión, no podrá exceder del 7,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos. La tenencia accionaria individual de inversión extranjera en Instituciones de Banca Múltiple, no podrá exceder del 2,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.		
	4) No consolidado		4) No consolidado	

MÉXICO (continuación)

Página 12

Modos de suministro:	1) Suministro transfronterizo	2) Consumo en el extranjero	3) Presencia comercial	4) Presencia de personas físicas
Sector o subsector	Limitaciones al acceso a los mercados		Limitaciones al trato nacional	
k. Servicios de asesoramiento y otros servicios financieros auxiliares, incluyendo informes y análisis de crédito, estudios y asesoramiento sobre inversiones y carteras de valores, asesoramiento sobre adquisiciones y sobre reestructuración y estrategia de las empresas (CCP 81332)	1) No consolidado 2) No consolidado 3) Las Sociedades de Información Credíticia pueden llevar a cabo actividades de información de crédito. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos. Los Asesores de Inversión pueden llevar a cabo actividades tales como análisis, estudios y asesoramiento sobre inversiones y carteras de valores, asesoramiento sobre adquisiciones y sobre reestructuración y estrategia de las empresas. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos. 4) No consolidado	1) No consolidado 2) No consolidado 3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera en Sociedades de Información Credíticia, no podrá exceder del 7,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos. La tenencia accionaria individual de inversión extranjera en Asesores de Inversión, no podrá exceder del 7,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.	4) No consolidado	Compromisos adicionales

MÉXICO (continuación)

Modos de suministro:	1) Suministro transfronterizo	2) Consumo en el extranjero	3) Presencia comercial	4) Presencia de personas físicas
Sector o subsector	Limitaciones al acceso a los mercados		Limitaciones al trato nacional	
C. Otros Sociedades controladoras Instituciones de fianzas	1) No consolidado 2) No consolidado 3) La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos. 4) No consolidado 1) No consolidado 2) No consolidado 3) La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos. 4) No consolidado	1) No consolidado 2) No consolidado 3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera, no podrá exceder del 2,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos. 4) No consolidado 1) No consolidado 2) No consolidado 3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera, no podrá exceder del 7,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.	4) No consolidado	Compromisos adicionales

Página 13

Modos de suministro:		1) Suministro transfronterizo	2) Consumo en el extranjero	3) Presencia comercial	4) Presencia de personas físicas	
Sector o subsector		Limitaciones al acceso a los mercados		Limitaciones al trato nacional		Compromisos adicionales
Reafianzamiento		<p>1) Respecto de las operaciones de reafianzamiento, las empresas extranjeras podrán llevar a cabo operaciones de reafianzamiento. De acuerdo con las normatividad aplicable, dichas empresas deberán estar inscritas en el Registro que para estos efectos lleve la SHCP, quien otorgará o denegará la inscripción en el mismo.</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) Esta actividad podrá llevarse a cabo a través de las instituciones de Fianzas. La inversión extranjera agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>	<p>1) Ninguna</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera, no podrá exceder del 7,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>	<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera, no podrá exceder del 7,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>		
Almacenes generales de depósito		<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La inversión agregada, excluyendo gobiernos y dependencias oficiales, podrá participar hasta el 30 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>	<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera, no podrá exceder del 7,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>	<p>1) No consolidado</p> <p>2) No consolidado</p> <p>3) La tenencia accionaria individual de inversión extranjera, no podrá exceder del 7,5 por ciento del capital social. Se requiere que el control efectivo de la empresa lo mantengan los inversionistas mexicanos.</p> <p>4) No consolidado</p>		

NORWAY

Schedule of Specific Commitments

Supplement 1

Revision

(This is authentic in English only)

NORWAY - SCHEDULE OF SPECIFIC COMMITMENTS

Modes of supply: (1) Cross-border supply (2) Consumption abroad (3) Commercial presence (4) Presence of natural persons

Sector or subsector	Limitations on market access	Limitations on national treatment	Additional commitments
I. SECTOR-SPECIFIC COMMITMENTS			
7. FINANCIAL SERVICES			
Norway is undertaking commitments in financial services in accordance with the "Understanding on Commitments in Financial Services" and subject to Annex 2 and the Ministerial Decision on Financial Services. The following restrictions and limitations apply:			
A. <u>Insurance and Insurance-Related Services</u>	<p>(1) Intermediation through an authorized broker of non-life insurance to an insurer established in a state which is not a contracting party to the Agreement on the European Economic Area and not authorized to operate in Norway as a company or a branch, is limited to marine and transport insurance, insurance related to offshore exploration activities or insurance contracts regarding domestic companies with an activity of at least 10 man years or annual sales of at least NKR 50 million.</p> <p>Active supply in Norway of other insurance services requires a commercial presence in a state which is a contracting party to the Agreement on the European Economic Area.</p> <p>(2) None</p>	<p>(1) None</p> <p>(2) None</p>	

NORWAY (continued)

Page 2

Modes of supply:	(1) Cross-border supply	(2) Consumption abroad	(3) Commercial presence	(4) Presence of natural persons
Sector or subsector	Limitations on market access	Limitations on national treatment	Additional commitments	
	<p>(3) Insurance broker activity must be organized as a joint stock company. (Remark: This requirement is under revision.)</p> <p>Foreigners other than foreign financial institutions may not supply insurance services in Norway through a subsidiary or a branch. For subsidiaries or branches of financial institutions not established in a state which is a contracting party to the Agreement on the European Economic Area, a separation requirement applies between life insurance, non-life insurance and credit risk insurance.</p> <p>No single or coordinated group of investors may acquire more than 10 per cent of the share capital in an existing Norwegian insurance company. The Ministry of Finance may in special circumstances make exemptions from this limitation on single investor ownership in an insurance company.</p> <p>(4) Unbound except as indicated in the horizontal section.</p>	<p>(3) In order to establish a Norwegian subsidiary partly owned by a foreign insurance company, the other owners must be foreign insurance companies or Norwegian financial institutions.</p> <p>In Norwegian insurance companies the manager, at least half the members of the board of directors, half the members of the corporate assembly and half the members of the committee of representatives must be permanent residents of Norway and have resided there for the last two years. This requirement does not apply to citizens of a state which is a contracting party to the Agreement on the European Economic Area when residing in such state. The Ministry of Industry and Energy may grant exemptions from these rules.</p> <p>(4) Unbound except as indicated in the horizontal section.</p>		

NORWAY (continued)

Modes of supply: (1) Cross-border supply (2) Consumption abroad (3) Commercial presence (4) Presence of natural persons

Sector or subsector	Limitations on market access	Limitations on national treatment	Additional commitments
B. <u>Bank and Other Financial Services</u> (excluding insurance)	<p>(1) Active supply in Norway of services related to banking, financing, securities brokerage (buying and selling of securities on behalf of customers, marketing or underwriting of securities) and units of collective investment funds requires a commercial presence in a state which is a contracting party to the Agreement on the European Economic Area.</p> <p>Financial service suppliers not established in a state which is a contracting party to the Agreement on the European Economic Area may not lead manage public offerings denominated in Norwegian kroner on the Norwegian capital market.</p> <p>The access to depository and custodial services related to registration of securities in the Norwegian Registry of Securities, is only available to authorized institutions established in Norway.</p>	(1) None	

NORWAY (continued)

Page 4

Modes of supply:	(1) Cross-border supply	(2) Consumption abroad	(3) Commercial presence	(4) Presence of natural persons
Sector or subsector	Limitations on market access		Limitations on national treatment	Additional commitments
	<p>(2) Registration of securities, as stated in the Act relating to the Registry of Securities regulating the book-entry registration system for paperless securities, is subject to a monopoly.</p> <p>(3) Commercial banks, securities firms and management companies for collective investment funds incorporated in Norway must be organized as joint stock companies.</p> <p>Establishment in Norway of branches of banks, financing undertakings, securities brokerage firms and management companies for collective investment funds established in a state which is not a contracting party to the Agreement on the European Economic Area, is not permitted. (Remark: This provision is proposed to be abolished, subject to parliamentary approval.)</p>	<p>(2) None</p> <p>(3) In Norwegian commercial banks, securities brokerage firms and management companies for collective investment funds, the manager, at least half the members of the board of directors and half the members of the committee of representatives must be permanent residents of Norway and have resided there for the last two years. This requirement does not apply to citizens of a state which is a contracting party to the Agreement on the European Economic Area when residing in such state.</p> <p>In savings banks and financing undertakings which are not organized as joint stock companies, the members</p>		

NORWAY (continued)

Modes of supply:	(1) Cross-border supply	(2) Consumption abroad	(3) Commercial presence	(4) Presence of natural persons
Sector or subsector	Limitations on market access		Limitations on national treatment	Additional commitments
	<p>In order for one or more foreign banks to be permitted to establish a new Norwegian commercial bank, one single foreign bank must own more than 50 per cent of the share capital in the new bank.</p> <p>No single or coordinated group of investors may acquire more than 10 per cent of the share capital of commercial banks or more than 10 per cent of the equity certificates of saving banks. The Ministry of Finance may in special circumstances make exemptions from this limitation on single investor ownership in such institutions.</p> <p>(4) Unbound except as indicated in the horizontal section.</p>	<p>of decision-making bodies must be citizens of states which are contracting parties to the Agreement on the European Economic Area and permanently residing in such states.</p>	<p>(4) Unbound except as indicated in the horizontal section.</p>	

PAKISTAN**Schedule of Specific Commitments****Supplement 1****Revision**

(This is authentic in English only)

PAKISTAN - SCHEDULE OF SPECIFIC COMMITMENTS

Modes of supply: (1) Cross-border supply (2) Consumption abroad (3) Commercial presence (4) Presence of natural persons

Sector or subsector	Limitations on market access	Limitations on national treatment	Additional commitments
FINANCIAL SERVICES			
A. Insurance and insurance-related services: Insurance: Life insurance (CPC No. 81211) Reinsurance services Reinsurance services and retrocession (CPC No. 81299)	(1) Unbound (2) Unbound (3) Maximum of 25 per cent of foreign shareholding in existing life insurance companies. Foreign equity in new life insurance companies permitted up to 51 per cent. (4) Unbound except as indicated under horizontal measures. (1) Unbound (2) None (3) Unbound (4) Unbound except as indicated under horizontal measures.	(1) Unbound (2) Unbound (3) Unbound (4) Unbound except as indicated under horizontal measures. (1) Unbound (2) None (3) Unbound (4) Unbound except as indicated under horizontal measures.	

PAKISTAN (continued)

Page 2

Modes of supply: (1) Cross-border supply (2) Consumption abroad (3) Commercial presence (4) Presence of natural persons

Sector or subsector	Limitations on market access	Limitations on national treatment	Additional commitments
B. Financial services (excluding insurance)			
I. Banking	(1) Unbound (2) Unbound (3) (i) Foreign banks/financial institutions permitted to accept deposits and other repayable funds from public through incorporating a local public limited company with foreign equity ownership not exceeding 50 per cent. A foreign bank/financial institution or its holding company will be permitted to set up only one local subsidiary. (ii) Prior permission in writing of the central bank will be required by any person for holding beneficial ownership of 5 per cent or more of the paid-up capital of any bank/financial institution.	(1) Unbound (2) Unbound (3) (i) Foreign banks and financial institutions controlling management of a locally incorporated subsidiary required to retain their shareholding in their name for a minimum period of 10 years, whereafter shares can be transferred after taking prior permission in writing from the central bank. (ii) Lending by banks to companies controlled by non-residents is subject to the borrowing entitlements of the foreign companies as determined by foreign exchange rules applicable from time to time.	
(a) Acceptance of deposits and other repayable funds from the public			
(b) Lending of all types including consumer credit, mortgage, factoring, credit and financing of commercial transaction			
(c) All payment and money transmission services including traveller cheques and bankers' draft (but excluding credit, charge, and debit cards)			
(d) Guarantees and commitments			

PAKISTAN (continued)

Modes of supply: (1) Cross-border supply (2) Consumption abroad (3) Commercial presence (4) Presence of natural persons

Sector or subsector	Limitations on market access	Limitations on national treatment	Additional commitments
(e) Trading, for own account only, of:			
- money market instruments;	(iii) Representation of foreign nationals on the Board of Directors will be allowed in proportion to their shareholding.		
- foreign exchange;	(iv) Foreign banks presently operating in Pakistan will be given adequate time-frame to convert their branches into locally-incorporated subsidiaries.		
- transferable securities;			
- other negotiable instruments.	(v) Banks incorporated in Pakistan permitted to undertake all payment and money transmission services.		
(f) Participation in issues of all kinds of securities including only public underwriting and placement as agent and provision of services related to such issues	The issue, sale and purchase of foreign currency and traveller cheques is allowed to commercial banks licensed as Authorized Dealers.		
(g) Money broking	Locally-incorporated joint-venture companies with foreign institution's shareholding not exceeding 50 per cent of the total paid-up capital, granted licence to undertake sale and purchase of foreign currency and traveller cheques.		
(h) Settlement and clearing services for negotiable instruments (cheques, bills and promissory notes only)			

Page 3

PAKISTAN (continued)

Page 4

Modes of supply: (1) Cross-border supply (2) Consumption abroad (3) Commercial presence (4) Presence of natural persons

Sector or subsector	Limitations on market access	Limitations on national treatment	Additional commitments
	<p>Transmission of permissible funds including foreign currency can be effected only through authorized banking channels.</p> <p>(vi) No limitation on banks incorporated in Pakistan in respect of guarantees and commitments enforceable in Pakistan.</p> <p>Guarantees and commitments in foreign currency and those undertaken in favour or on behalf of non-residents to be governed by foreign exchange laws.</p> <p>(vii) Only banks including investment banks incorporated in Pakistan permitted to arrange and participate in any public issue and underwriting of securities up to 30 per cent of the total paid-up capital of the issuer or 30 per cent of their respective paid-up capital whichever is less.</p> <p>(viii) Only commercial banks incorporated in Pakistan allowed to operate in call money market.</p>		

PAKISTAN (continued)

Modes of supply: (1) Cross-border supply (2) Consumption abroad (3) Commercial presence (4) Presence of natural persons

Sector or subsector	Limitations on market access	Limitations on national treatment	Additional commitments
II. Leasing	<p>(ix) All commercial banks are required to be members of the clearing system operated by central bank to effect inter-bank settlements.</p> <p>(4) Unbound except as indicated under horizontal measures.</p> <p>(1) Unbound</p> <p>(2) Unbound</p> <p>(3) Foreign leasing companies will be permitted to set up subsidiary leasing companies in Pakistan with shareholding not exceeding 51 per cent of the total capital to undertake operational leasing including cross-border leasing. Resource mobilization from the domestic market to be governed by the same rules and regulations as applicable to domestic mobilization of resources.</p> <p>(4) Unbound except as indicated under horizontal measures.</p>	<p>(4) Unbound except as indicated under horizontal measures.</p> <p>(1) Unbound</p> <p>(2) Unbound</p> <p>(3) None</p> <p>(4) Unbound except as indicated under horizontal measures.</p>	

Page 5

PAKISTAN (continued)

Page 6

Modes of supply: (1) Cross-border supply (2) Consumption abroad (3) Commercial presence (4) Presence of natural persons

Sector or subsector	Limitations on market access	Limitations on national treatment	Additional commitments
III. Asset Management: the following only: (a) Cash or portfolio management; (b) All forms of collective investment management; and (c) Custodial and depository services.	(1) Unbound (2) Unbound (3) (i) Banks incorporated in Pakistan can undertake portfolio management services through their locally-incorporated subsidiaries set up for the purpose with shareholding in such subsidiaries not to exceed 51 per cent. (ii) Management of foreign currency assets will be governed by the foreign exchange regulations applicable from time to time. (4) Unbound except as indicated under horizontal measures.	(1) Unbound (2) Unbound (3) None	
IV. Financial and investment advisory services	(1) Unbound (2) Unbound	(1) Unbound (2) Unbound	(4) Unbound except as indicated under horizontal measures.

PAKISTAN (continued)

Modes of supply: (1) Cross-border supply (2) Consumption abroad (3) Commercial presence (4) Presence of natural persons

Sector or subsector	Limitations on market access	Limitations on national treatment	Additional commitments
	(3) Banks incorporated in Pakistan will be permitted to undertake financial and investment advisory services through subsidiary companies set up for this purpose with shareholding up to 100 per cent provided that transactions undertaken/services provided by such subsidiaries do not create any financial obligations whether contingent or otherwise on the balance sheet of the holding company or otherwise. (4) Unbound except as indicated under horizontal measures.	(3) None (4) Unbound except as indicated under horizontal measures.	